

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE

S/4758/Add.5  
7 mars 1961

ORIGINAL : FRANCAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL AU CONSEIL DE SECURITE CONCERNANT  
DE RECENTS EVENEMENTS DANS LA REGION DE LEOPOLDVILLE

Note verbale en date du 7 mars 1961 adressée au Secrétaire général par  
la délégation de la République du Congo transmettant une mise au point  
relative aux incidents de Banana, Matadi et Boma

La délégation permanente de la République du Congo présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de lui faire parvenir sous ce pli, sur instructions de son gouvernement, une mise au point relative aux incidents qui ont opposé à Banana, Matadi et Boma des éléments de l'Armée nationale congolaise et des forces de l'ONU.

La délégation permanente serait reconnaissante au Secrétaire général de vouloir bien porter ce document à la connaissance des membres de l'Assemblée générale.

Elle saisit cette occasion pour renouveler au Secrétaire général les assurances de sa très haute considération.

Le Gouvernement de la République du Congo a envoyé une mission sur place pour enquêter sur l'origine de ces incidents regrettables. La mission, dirigée par le ministre Delvaux comprenait le major Kiembe, chef d'état-major de l'Armée nationale congolaise et M. Ebeya, commandant du 2ème Groupement. Cette mission a recueilli les informations suivantes :

Vendredi 3 mars 1961, vers 15 heures, un avion de l'ONU a débarqué à Moanda un passager civil qui n'était pourvu d'aucun papier d'identité. De ce fait, les six militaires congolais qui gardaient l'aérodrome lui ont refusé l'autorisation de débarquer. Toutefois, à la demande d'un agent de l'ONU qui était sur place, ces militaires ont autorisé le passager civil à se rendre à l'hôtel Mangrove pour s'y restaurer. De cet hôtel, un agent civil de l'ONU a téléphoné au quartier général à Kitona pour y demander du renfort. Quelque temps après une section comprenant environ 12 hommes, tous soudanais, est arrivée à l'hôtel. Ils étaient équipés de quatre jeeps et d'un camion. Après avoir pris contact avec les civils de l'ONU à l'intérieur de l'hôtel, ils se sont dirigés vers la plaine de Moanda. Là, ils ont encerclé les six soldats de l'Armée nationale congolaise et ont tenté de les désarmer. Un sergent et un soldat sont parvenus à s'enfuir. Au moment de la fuite, le sergent a été blessé à la cuisse mais est néanmoins parvenu à atteindre l'hôpital dans un camion civil. Le soldat a pu rejoindre le camp et a fait un rapport au commandant qui a donné l'alerte. Entretemps, un officier soudanais est entré au camp pour remettre les militaires congolais qui avaient été arrêtés à la plaine de Moanda. Un soldat congolais, qui avait entendu sonner l'alerte est arrivé en courant afin de regagner son poste mais a été abattu par les soldats soudanais. Cet incident à Moanda a donné le signal du début des hostilités de Banana et Matadi.

Samedi 4 mars, à 9 heures du matin, plusieurs soldats soudanais sont arrivés à Matadi pour protéger l'immeuble qu'occupait le corps de signaleurs canadien. Une discussion est intervenue entre les soldats de l'ANC et les soldats canadiens au sujet de la raison de cette protection de l'immeuble. Au cours de cette discussion, les soldats de l'ONU ont fait feu sur l'immeuble. L'officier congolais s'est échappé et a donné l'alerte au camp. Les soldats de l'ANC qui effectuaient un exercice de tir à mortier, ont lancé quelques projectiles en direction des soldats de l'ONU. Ce malentendu a déclenché les hostilités de Matadi. Une

/...

discussion téléphonique avec M. Dayal a conduit à un cessez-le-feu. Celui-ci n'est intervenu qu'après que les soldats soudanais ont fait feu sur l'ambulance de l'Armée nationale congolaise, vers 14 heures.

Dimanche 5 mars, à 7 h. 45, des soldats soudanais ont ouvert le feu en direction du camp militaire de l'Armée nationale congolaise. Ripostant à ce tir, l'Armée nationale congolaise a détruit le cinéma "LE PALACE" à proximité duquel se trouvaient les soldats soudanais. Un cessez-le-feu est intervenu à l'initiative du ministre Delvaux et du commandant de la place, le major Ingila. Des pourparlers se sont poursuivis entre les commandants de part et d'autre. Au cours de ces pourparlers, un nouvel engagement a eu lieu entre les troupes de l'ANC et les soldats soudanais qui avaient ouvert le feu sur les troupes congolaises alors qu'elles se trouvaient dans leur camp.

Excédés, les soldats congolais ont pris l'offensive et après un engagement de 20 minutes, ont désarmé les forces de l'ONU. Un accord est ensuite intervenu entre les autorités compétentes de part et d'autre. Le procès-verbal de cet accord est reproduit ci-dessous :

1. Les troupes soudanaises quitteront la ville de Matadi ce jour par train à destination de Léopoldville, emportant avec elles leurs armes et munitions et autre matériel;
2. Pour assurer la sécurité au moment du départ, le Ministre assistera lui-même avec un officier de l'état-major de l'Armée nationale et un officier de l'ONU à l'embarquement desdites troupes;
3. Le Ministre dépêchera un membre de l'état-major de l'Armée nationale pour assurer toute sécurité des troupes pendant le transport de Matadi à Léopoldville. En outre, il prendra personnellement contact avec les différentes unités de l'Armée nationale pour assurer sécurité et aide pendant le transport;
4. Toute sécurité sera apportée au transport des troupes sur le trajet de leur base à la gare, lieu de leur embarquement.

/...

Le Ministre se charge de faire rapport à son gouvernement de la situation exacte des incidents de Matadi; vice-versa, le capitaine de l'armée soudanaise présentera son rapport à l'Organisation des Nations Unies de Léopoldville.

Pour le Gouvernement congolais  
le Ministre résident

Signé : A. DELVAUX

Le capitaine soudanais

Signé : S. A. HAFIZ

Ministre de l'Intérieur, FF.

Les témoins

Pour l'ONU

Signé : BOUFFARD, CL.

Pour l'Armée nationale

Signé : KIEMBE

La délégation permanente a été autorisée à porter les indications suivantes à la connaissance des membres de l'Assemblée générale.

Les incidents déplorables qui ont opposé des éléments de l'Armée nationale congolaise et des Forces de l'ONU semblent liés à l'incertitude qui persiste au sein de l'Armée nationale congolaise quant aux intentions des forces de l'ONU. Ces malentendus pourraient être dissipés s'il apparaissait clairement que les autorités civiles et militaires responsables n'envisagent pas de mettre en application la résolution du 21 février 1961 autrement qu'en consultation avec les autorités légales de la République du Congo et en accord avec ces autorités. Au sujet de l'interprétation à donner à cette résolution, il importe de souligner que le Bulletin de l'état-major de l'Armée nationale congolaise cité dans le document S/4758 ne peut être considéré à aucun titre comme reflétant l'opinion ou la politique, ni du Chef de l'Etat ni du Gouvernement de la République du Congo.

La délégation permanente est autorisée à préciser par ailleurs que les autorités congolaises n'ont pas d'objection à la présence des forces de l'ONU à Matadi, et qu'elles n'éprouvent aucun préjugé défavorable à l'égard des forces mises à la disposition de l'ONU par le Soudan, dont le peuple est ami du peuple congolais. La République du Congo regrette vivement que des malentendus aient momentanément opposé des troupes de l'ANC et des membres des forces canadiennes et soudanaises.